



COPIE

PRÉFET DU BAS-RHIN

DIRECTION DE LA COORDINATION DES POLITIQUES PUBLIQUES  
ET DE L'APPUI TERRITORIAL  
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

ARRÊTÉ

du 19 AVR. 2018

mettant en demeure les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg, pour son installation de blanchisserie, située 1 rue Jean Giraudoux à 67200 STRASBOURG, de respecter des prescriptions relatives à la protection de l'environnement

Le Préfet de la Région Grand Est  
Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est  
Préfet du Bas-Rhin

- VU le code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I;
- VU l'arrêté préfectoral du 15 octobre 1979, autorisant les Hospices civils de Strasbourg à installer et exploiter une blanchisserie industrielle ;
- VU le rapport du 05 avril 2018 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que la visite d'inspection du 20 mars 2018 a mis en évidence les non-conformités suivantes aux prescriptions des articles rappelés entre crochets de l'arrêté préfectoral susvisé :

- l'installation n'est pas équipée de dispositifs de séparateurs d'hydrocarbures [articles 1 et 15 de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 1979],
- les réseaux de collecte des eaux pluviales ne peuvent pas être isolés en cas d'écoulements accidentels [article 13 de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 1979].

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement : *« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »* ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

## ARRÊTE

**Article 1 :**

Les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg, pour leurs installations de blanchisserie situées 1 rue Jean Giraudoux à STRASBOURG, sont mis en demeure de respecter, dans le délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 1979, reprises ci-après :

*Article 13: « Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident ou d'incident d'exploitation tels que rupture de récipient, déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou le milieu naturel »*

*Article 15 « Les eaux susceptibles de contenir des hydrocarbures devront passer par des séparateurs appropriés conçus et réalisés pour atteindre les objectifs fixés au paragraphe 16 . »*

**Article 2 :**

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

**Article 3 :**

Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin, Monsieur le Directeur Général des hôpitaux universitaires de Strasbourg, la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (service de l'inspection des Installations Classées), le maire de STRASBOURG, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET

Pour le Préfet et par délégation  
La Secrétaire Générale Adjointe

  
Nadia IDIRI**Délais et voies de recours**

L'exploitant peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. À cet effet il peut saisir le tribunal administratif de Strasbourg d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'écologie. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).